
NOTES ET DOCUMENTS

LA SITUATION DES RÉGIONS FRONTALIÈRES LUSO-ESPAGNOLES ET LEURS HANDICAPS EN MATIÈRE D'ACCUEIL D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS*

Jean-Paul CARRIÈRE

Professeur, Université François Rabelais de Tours,
Centre d'Études Supérieures d'Aménagement

Depuis le milieu des années quatre-vingt, l'Europe du Sud en général et la péninsule ibérique en particulier sont devenues des aires d'attraction très importantes des investissements internationalement mobiles. La croissance des Investissements Directs Étrangers (I.D.E.) accueillis depuis 1986 en Espagne et au Portugal a largement dépassé celle observée dans l'ensemble de l'Europe, ceci dans un contexte de croissance exponentielle généralisée à l'échelle mondiale des flux de capitaux.

Or une telle croissance des I.D.E. a nécessairement un impact territorial important que nous pouvons résumer en termes de renforcement des déséquilibres régionaux. Telle est la conclusion majeure de l'étude que nous avons réalisée dans les cinq pays d'Europe du sud et, concernant la localisation des I.D.E., dans le cadre de la préparation du rapport "EUROPE 2000 PLUS" de la Commission des Communautés Européennes (Carrière, 1994a).

La présente note utilise certains des résultats de cette étude en vue de montrer le déficit d'attraction des régions frontalières portugaises et espagnoles auprès des investisseurs internationaux.

* Cette note reprend et complète une contribution présentée à l'occasion d'un workshop sur le développement transfrontalier organisé par le Centre d'Études du Développement Régional de l'Université de Beira Interior (Portugal) en janvier 1995.

De très nombreuses études ont déjà souligné le retard relatif de développement de ces espaces, soit par rapport à l'"axe méditerranéen" en Espagne, soit par rapport à la bande littorale allant de Setubal à Braga au Portugal. Notre propos sera ici de montrer que par leurs choix de localisation, ignorant les régions frontalières luso-espagnoles, les I.D.E. renforcent les disparités régionales de ces pays. Ce diagnostic présenté en deuxième partie s'appuiera sur les cartes originales réalisées dans le cadre de l'étude réalisée à la demande de Bruxelles et citée ci-dessus.

Cependant, une telle analyse ne peut être intelligible sans un bref rappel des tendances principales caractérisant les flux d'I.D.E. en Espagne et au Portugal (première partie). Les éléments énoncés dans les deux premières parties de ce texte permettent d'envisager alors quelques voies de réflexion relatives au développement des régions transfrontalières et à l'amélioration de leur attractivité (troisième partie).

1. LES I.D.E. EN ESPAGNE ET AU PORTUGAL : BREF RAPPEL DE QUELQUES TENDANCES GÉNÉRALES

Les limites de ce texte ne permettent pas de revenir en détail sur les aspects divers de l'évolution des I.D.E. dans la péninsule ibérique, que nous avons analysés dans des publications antérieures (cf. en particulier Carrière, 1988 et 1994-a ; Carrière et Regnault, 1992 ; Carrière et Reix, 1989). En revanche, il convient de rappeler quelles ont été les tendances majeures observées au cours des dernières années, principalement depuis l'adhésion à l'Union Européenne des deux pays concernés.

L'internationalisation par l'afflux d'investissements directs étrangers reste, en effet, tant en Espagne qu'au Portugal un phénomène récent au regard des flux dont ont bénéficié les pays d'Europe du Nord. Certes, des implantations étrangères importantes ont déjà eu lieu entre les années 50 à 80, mais les valeurs observées sont sans rapport avec les chiffres actuels. Ainsi, par exemple, en dépit d'une libéralisation du Code des investissements adoptée dès 1959, le flux des I.D.E. en Espagne ne représente-t-il en 1979 que moins de 4 % de celui de l'année 1991 ! En d'autres termes, il y a peu de temps que l'on est en mesure d'affirmer que les I.D.E. jouent un rôle important dans les dynamiques régionales et les processus de décomposition ou de recomposition des espaces ibériques. C'est donc en fonction d'une insertion aussi rapide que récente à la Division Internationale du Travail par les mouvements de capitaux qu'il convient d'analyser les incidences régionales des flux d'I.D.E. en Espagne et au Portugal.

Depuis 1986, le fait majeur réside dans une très forte croissance des flux de capitaux sous forme d'investissements directs : entre 1986 et 1990, le ratio flux d'I.D.E./P.I.B. est passé de 1,50 % à 2,78 % en Espagne et de 0,80 % à 3,8 % au Portugal (source : annuaire statistique d'investissement direct international - O.C.D.E.-).

Représentant moins de 100 milliards de pesetas en 1980, les I.D.E. ont dépassé les 2 300 milliards en 1991 (source : D.G.T.E.) : l'intégration à l'Union Européenne (U.E.), mais aussi l'attrait du marché intérieur, une faiblesse relative des coûts de production, une fiscalité plutôt avantageuse, et plus largement un taux de rendement du capital élevé, expliquent cette explosion des I.D.E. ; elle est encore plus significative au Portugal où les flux ont été multipliés par 25 entre 1986 et 1991, permettant à ce pays d'atteindre un résultat en termes de pourcentage du P.I.B. presque équivalent à celui de la Belgique.

Il est à noter que les I.D.E. industriels en Espagne, attirés plus par la recherche d'économies d'agglomération et la proximité immédiate de l'Europe du Nord-Ouest, sont très concentrés dans des activités à niveau de technologie relativement élevé (automobile par exemple -avec une industrie aux mains de capitaux étrangers, l'Espagne est devenue le troisième producteur européen !-), tandis qu'au Portugal se sont localisées principalement des industries manufacturières exportatrices, à moindre degré de technologie (textile, habillement, bois, papier, édition, faïences).

Au demeurant, les deux pays ont connu une expansion de leurs I.D.E. tertiaires encore plus remarquable, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

1991 et 1992 ont marqué un relatif renversement de tendance par rapport au flux des années précédentes, alimentant ainsi dans les deux pays des craintes de voir l'entrée d'I.D.E. se ralentir durablement, voire même s'inverser du fait de la concurrence de nouvelles zones d'accueil (Maghreb, Europe de l'Est...). L'examen des évolutions les plus récentes ne justifient pas pleinement ces craintes : en dépit de leur baisse, les flux de 1992-1993 restent à un très haut niveau historique, et une enquête locale menée par nos soins dans la Vallée de l'Ave au Portugal montre que les difficultés principales d'un tel milieu industriel ne résultent pas du départ des capitaux étrangers (Carrière, 1994-b). En fait, le ralentissement constaté dans la Péninsule est la conséquence d'une conjoncture internationale fortement récessive et d'une diminution des flux à l'échelle mondiale. On ne saurait en déduire une perte d'attractivité des pays ibériques.

L'analyse de la croissance extraordinaire des entrées d'I.D.E. en Espagne et au Portugal ne peut se réduire à une approche uni-causale ; trois facteurs principaux peuvent être évoqués :

1) L'attrait du marché intérieur qui joue un rôle non négligeable, car présentant des potentiels de développement importants, en Espagne comme au Portugal : des investissements tels que ceux de la grande distribution française dans les deux pays (par exemple Euromarché) participent de ce souci de profiter d'un potentiel de croissance, lui-même stimulé par l'adhésion à l'U.E..

Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les I.D.E. en Espagne se sont fortement accrus à la suite de l'adhésion, alors que beaucoup d'observateurs pronostiquaient à l'époque une chute des investissements, le motif de contournement des barrières douanières ayant disparu !

2) Le niveau des coûts de production qui a sans doute une incidence plus forte au Portugal qu'en Espagne : selon l'O.C.D.E. (Études Économiques : Espagne 1990-1991), l'indice des coûts bruts de main-d'œuvre au Portugal se situait en 1991 au niveau 28, et celui de l'Espagne à 80, pour une base 100 correspondant à la moyenne O.C.D.E.

Mais la question de la main-d'œuvre ne se résume pas à une question de coût ; la qualité de celle-ci et sa disponibilité jouent aussi de façon décisive. D'autre part, il convient surtout d'insister sur le fait que, contrairement aux idées reçues, les I.D.E. privilégient très souvent les régions où les coûts de main-d'œuvre sont les plus élevés (Mella-Marquez et Lopez-Lopez, 1989). Cela ressort clairement de l'étude des localisations régionales des I.D.E. dans les deux pays étudiés, comme on le verra par la suite : les dotations en facteur travail, le degré d'équipement en infrastructures, la qualité de l'environnement économique, sont bien souvent plus décisifs que le coût du travail !

3) L'essor récent des I.D.E. en Espagne et au Portugal peut aussi être analysé comme la conséquence d'options stratégiques que reflète l'adoption par les pays-hôtes de codes d'investissements très favorables, après révision de la législation.

Ce survol rapide de la vague récente d'I.D.E. serait incomplet si nous n'évoquions pas, ne fut-ce que de façon rapide, les évolutions structurelles de ces flux de capitaux tant en ce qui concerne leur origine géographique que leur destination sectorielle : d'une manière générale, les évolutions constatées au cours des années les plus récentes ont été marquées par l'accroissement considérable, d'une part, des flux en provenance de l'Union Européenne, d'autre part des I.D.E. tertiaires.

L'Union Européenne a représenté au Portugal 72,4 % des flux cumulés sur 4 ans, de 1988 à 1991, et 62,7 % en Espagne, alors que sa contribution représentait moins de 40 % dans les deux pays avant 1986. La mise en place du marché unique a fortement stimulé les investissements d'origine communautaire, ce qui a relativisé le poids des investissements d'origine extra-communautaire, notamment américains et japonais.

Une analyse plus fine nous permet d'évoquer, du fait de l'intensification des flux croisés, la formation d'un véritable "axe" franco-hispano-portugais en Europe du Sud. Si les flux y sont asymétriques, on constate cependant un réel afflux d'investissements espagnols dans les régions du Sud de la France (hormis l'Aquitaine), et les flux croisés luso-espagnols connaissent un développement spectaculaire profitant au demeurant peu aux régions frontalières (cf. supra). L'Espagne dispute désormais chez son voisin ibérique la place de second investisseur étranger à la France (après le Royaume-Uni). Par ailleurs, la France occupe la première place en Espagne (20,22 % des I.D.E. en 1992). L'existence d'un axe Paris-Madrid-Lisbonne semble donc se confirmer.

Un deuxième aspect des tendances récentes demande à être mis en exergue : la forte progression des I.D.E. tertiaires, devenus désormais prédominants : 76,9 % du total des flux cumulés de 1988 à 1991 au Portugal, et 60 % en Espagne. Ceci laisse supposer qu'après un décollage imputable essentiellement aux investissements manufacturiers exportateurs, le relais est pris aujourd'hui par des opérations destinées à apporter toute une série de services aux entreprises ou de services financiers que les appareils productifs portugais ou espagnol offrent de façon insuffisante.

Une telle évolution n'est sans doute pas sans conséquences spatiales, dans la mesure où les localisations tertiaires sont, a priori, moins "ouvertes" que les localisations manufacturières, et privilégient les grands centres métropolitains, notamment les capitales (par exemple, Madrid reçoit plus de 50 % des investissements tertiaires se dirigeant vers l'Espagne). Évitions cependant d'être victime d'un effet d'optique : les investissements industriels ont diminué par rapport au début des années 80 en valeur relative mais non en valeur absolue : le Portugal et l'Espagne restent pour les industriels transnationaux des plates-formes industrielles attractives... et d'ailleurs en Espagne le ralentissement du flux d'entrée a surtout touché les I.D.E. tertiaires et non les I.D.E. industriels restés très élevés (notamment en 1992 grâce aux investissements portugais dans le secteur espagnol des cimenteries). Le poids croissant du secteur tertiaire n'implique donc pas la régression de l'internationalisation de l'industrie.

Pour conclure cette rapide présentation, il faut aussi rappeler que la présence d'I.D.E. engendre d'incontestables effets économiques dans la péninsule ibérique analysables sur le plan macro-économique (selon l'O.C.D.E., 30 % des créations d'emplois espagnoles et environ 50 % de la F.B.C.F. du secteur privé seraient imputables aux I.D.E.) mais aussi en termes d'assujettissement de l'espace économique ibérique à une rationalité qui découle de plus en plus de choix extérieurs aux pays. Cette remarque découle de l'analyse régionale menée dans la deuxième partie, grâce à laquelle nous pouvons également poser la question de la frontière.

2. LES ENJEUX TERRITORIAUX DES I.D.E. ET LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS FRONTALIÈRES

On ne saurait certes considérer de façon mécanique que l'internationalisation des économies, et qui plus est le développement des implantations étrangères, déterminent l'état des structures spatiales d'un pays, mais la question se pose de savoir comment les I.D.E. agissent sur les structures spatiales des deux pays, déjà marquées par de forts déséquilibres, et notamment le retard relatif des régions situées de part et d'autre de leur frontière commune.

Nous ne reviendrons pas ici sur le diagnostic concernant ce retard, déjà analysé par ailleurs (Nunes Silva, 1994 ; Carrière, 1989) et, l'accroissement des disparités de développement entre les zones littorales (bande Porto-Lisbonne au Portugal, l'axe méditerranéen Barcelone-Valence en Espagne) et les régions de la "Raia". En revanche, notre propos est de montrer en quoi la localisation des I.D.E. participe à ces déséquilibres ; ceci de façon assez paradoxale, puisqu'en règle générale dans la plupart des pays européens, à l'exception du Portugal et de l'Espagne, ce sont les régions frontalières qui se révèlent généralement les plus attractives pour les investisseurs internationaux (par exemple en France, hormis Paris, les régions attirant le plus les I.D.E. sont des régions frontalières comme le Nord-Pas-de-Calais, l'Alsace ou encore Rhône-Alpes ; des constats analogues sont possibles en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas).

Notre analyse prendra appui sur certaines des cartes, présentées en annexe, que nous avons élaborées dans le cadre des études réalisées pour la D.G. XVI de l'U.E., à l'occasion de la préparation du rapport "EUROPE 2000 PLUS".

D'une manière générale, dans l'ensemble des pays d'Europe du Sud, il apparaît que les investisseurs étrangers par leurs choix de localisation :

- s'emparent des disparités régionales pré-existantes et les renforcent,
- accentuent souvent les spécialisations régionales, principalement dans les régions de mono-activité,
- renforcent les polarités existantes, dans un contexte d'urbanisation hypertrophique mal maîtrisée.

Les dynamiques d'internationalisation en Europe du Sud pérennisent plus qu'elles ne les remettent en cause les hiérarchies interrégionales, les I.D.E. se localisant dans les régions les mieux insérées à la Division Internationale du Travail. Dès lors, on comprend que les régions frontalières luso-espagnoles soient délaissées par les I.D.E. entrant dans les deux pays, ainsi que nous le révèlent les cartes jointes, et ceci en dépit de quelques opérations importantes de part et d'autre.

Les cartes concernant l'Espagne nous montrent que le concours des I.D.E. se traduit par une accentuation des disparités interrégionales, soit au profit de Madrid, soit de l'axe méditerranéen (plus attractif pour les I.D.E. industriels que tertiaires) accentuant ainsi la "littoralisation méditerranéenne" de l'appareil productif espagnol : il est clair que les I.D.E. visent, par ces localisations préférentielles, des économies d'urbanisation et d'agglomération que leur offrent beaucoup plus les régions indiquées que les régions frontalières du Portugal, fut-ce au prix de niveaux moyens de salaires sensiblement plus élevés.

Les Communautés autonomes de Madrid et de Barcelone accueillent à elles deux plus de 70 % (respectivement 41 % et 32,3 %) des I.D.E. (calcul effectué sur les flux de 1989 à 1992 inclus). Les implantations étrangères renforcent donc une bipolarisation de l'économie espagnole déjà considérée comme excessive. Ceci étant, le contraste est marqué entre les spécificités productives des I.D.E. des deux régions :

- Madrid voit sa spécificité tertiaire renforcée par un afflux majoritaire d'investissements dans les secteurs "institutions financières" et "commerce".
- La Catalogne voit se diriger vers elle des activités industrielles, essentiellement manufacturières, mais aussi métalliques, chimiques et automobiles.

En dehors de ces pôles, on observe que les régions touristiques (Andalousie, Baléares, Canaries, Valence...) attirent logiquement les I.D.E. correspondant à cette orientation (commerce, hôtellerie, banques).

Tableau 1 : Flux d'I.D.E. dans les régions frontalières du Portugal entre 1989 et 1982

	IDE en % du total national	quotients de localisation (1)	IDE en % du PIB régional (1992)
GALICIA	1,1 %	0,1897	1,31
CASTILLA Y LEON	0,8 %	0,1404	0,60
ESTREMADURA	0,3 %	0,1143	0,13
ANDALUSIA	7,9 %	0,6371	1,43

(1) rapport du % des I.D.E. de la région dans le total national au % du P.I.B. régional dans le P.I.B. national.

source : D.G.T.E et M. Buisan : *La Inversion directa extranjera en Espana en 1992 - I.C.E. n° 2366.*

Mais surtout on relèvera que dans les Communautés autonomes frontalières du Portugal, la présence étrangère reste liée à des activités industrielles plus "traditionnelles". De plus, c'est dans ces régions que les flux d'I.D.E. sont parmi les plus faibles que ce soit en valeur absolue ou en pourcentage du P.I.B. régional comme le montre le tableau ci-dessous et les cartes annexées ci-après. C'est également dans ces régions que les quotients de localisation sont les plus faibles révélant ainsi une forte sous-représentation des I.D.E. par rapport à la moyenne nationale.

Mise à part l'Andalousie, du fait du tourisme et de sa taille, aucune de ces régions frontalières ne présente de valeurs significatives. Ceci confirme la faiblesse de l'insertion des appareils productifs concernés à la Division Internationale du Travail et le déficit d'attractivité des régions en question auprès des investisseurs.

Au Portugal, la croissance exponentielle des I.D.E., génératrice d'une forte "sur-spécialisation productive"¹, est également porteuse d'un renforcement rapide des disparités au détriment des régions intérieures frontalières et au profit des régions littorales. La concentration des I.D.E. sur le littoral, illustrée par les cartes jointes en annexe, s'explique plus par des économies externes positives que par des différentiels de coûts de main-d'œuvre internes, car le niveau moyen des salaires est nettement plus élevé dans les zones côtières ; elle s'explique aussi par le rôle stratégique que jouent les zones portuaires et un réseau urbain portugais faiblement

¹ Dans un autre texte présenté lors du colloque "Interioridade e desenvolvimento regional" organisé à Covilha en 1988, nous avons écrit que le Portugal était susceptible de devenir "le plus asiatique" des pays européens - Carrière, 1988.

structuré dont les pôles principaux sont tous localisés sur ou près du littoral. La carte des I.D.E. portugais nous montre qu'un degré d'accessibilité élevé aux biens collectifs et aux services supérieurs (aux entreprises mais aussi aux ménages) disponibles dans les seules agglomérations, ainsi qu'un environnement économique favorable, ont plus d'incidence sur les choix de localisation que la structure des coûts de production.

Ainsi s'explique la faiblesse des I.D.E. localisés dans les districts frontaliers du Nord au Sud -hormis certains cas particuliers (par exemple Renault à Guarda). Ces districts restent totalement à l'écart des grands courants d'investissement étranger, comme le montre le tableau 2. Il est d'ailleurs frappant de constater que les I.D.E. originaires de l'Espagne voisine délaissent les localisations frontalières, puisque 90,4 % des investissements espagnols au Portugal se localisent à Lisbonne !

Tableau 2 : Poids des districts frontaliers dans le total des I.D.E. entrés au Portugal en 1992 (en %)

V. CASTELO	0,27	GUARDA	0,03	EVORA	0,09
VILA REAL	0,00	C. BRANCO	0,05	BEJA	0,18
BRAGANCA	0,08	PORTALEGRE	0,07	FARO	1,61

Source : I.C.E.P.

Mise à part l'Algarve, district en réalité plus "littoral" que frontalier, où les implantations étrangères, britanniques à 75 %, confirment la vocation touristique de la région, aucun district ayant une frontière avec l'Espagne n'attire plus de 1 % des investissements étrangers.

Dans les districts alentejans, les rares I.D.E. se limitent aux seuls secteurs agricole et minier, confirmant ainsi la faible diversification de l'appareil productif local. Dans les districts du Nord et du Centre intérieurs, les flux sont des plus réduits, voire nuls.

En revanche, trois districts littoraux à eux seuls captent 93,20 % du total (Lisbonne : 84,07 %, Porto : 4,64 %, Setubal : 4,49 %) et au total 97,17 % des I.D.E. de 1992 sont concentrés sur la façade littorale comprise entre Setubal et Braga, avec une spécificité tertiaire plus forte à Lisbonne et une vocation manufacturière plus affirmée dans les districts d'Aveiro, Porto, Braga (textile-habillement, cuirs et peaux, papier, céramique...).

Ce diagnostic doit certes être relativisé car les statistiques sont

comptabilisées sur le lieu du siège social de l'entreprise à capital étranger ; mais outre le fait qu'elles nous permettent d'établir une "géographie du pouvoir économique étranger" à l'intérieur du Portugal, ces données ne déforment pas fondamentalement la répartition spatiale de l'activité productive étrangère : en règle générale, le siège social et l'unité productive sont installées au même endroit (certes des exceptions importantes peuvent être signalées comme Renault portuguesa dont l'unité productive est à Guarda et le siège à Lisbonne).

3. LES I.D.E. ET LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS FRONTALIÈRES LUSO-ESPAGNOLES

L'étude menée pour l'Union Européenne nous avait conduit à conclure que pour l'ensemble des pays d'Europe du Sud (dont les pays ibériques) il n'y avait pas lieu de craindre actuellement un ralentissement important et durable des dynamiques d'internationalisation de leurs économies ; ceci, malgré les nouvelles concurrences de l'Est ou de la rive sud-méditerranéenne. Ces dynamiques trouvent leurs sources dans l'élargissement et le renforcement du processus communautaire et les stratégies étatiques suivies dans les pays concernés. De plus, l'investissement direct devient un complément -et non plus un substitut- au commerce international dont la croissance en Europe du Sud dépasse très largement celle de la production.

Dès lors, il paraît illusoire d'imaginer réduire les tensions spatiales en Espagne et au Portugal en freinant les mouvements de capitaux.

En revanche, les enjeux territoriaux des I.D.E., plus particulièrement au niveau des régions sises de part et d'autre de la frontière hispano-portugaise, appellent une réflexion sur les politiques d'Aménagement du Territoire menées dans les deux pays, surtout en ce qui concerne ces régions jugées aujourd'hui peu attractives par les investisseurs étrangers, et sans doute également nationaux.

Nous n'avons pas ici la prétention d'énoncer des "recettes" susceptibles d'améliorer l'attractivité des espaces frontaliers mais simplement de formuler quelques pistes de réflexion qui demandent de toute évidence à être approfondies :

- En premier lieu, il convient de remarquer que les régions frontalières ne sont pas dépourvues de potentialités de développement comme le suggère le Plan de développement régional portugais (Nunes Carlos, 1994) ou encore les travaux du Workshop "desenvolvimento de regioes fronteiriças" organisés par le C.E.D.R. de Covilha en 1989 (C.E.D.R., 1989). Or, seul le développement de ces potentialités peut créer un environnement économique susceptible de devenir attractif aux yeux des investisseurs étrangers. Autrement dit, il convient de ne pas inverser le sens de

la causalité : ce ne sont pas les I.D.E. qui déclencheront une dynamique de développement dans les régions transfrontalières mais c'est la mise en valeur des ressources locales qui permettra de drainer de nouveau flux d'investissements internationaux, et en particulier européens !

- En second lieu, nous pouvons formuler l'hypothèse qu'un rééquilibrage, au profit des régions frontalières, des fonds structurels européens, notamment du F.E.D.E.R., permettrait d'appuyer une telle dynamique de développement transfrontalier. La gestion du programme INTERREG II n'est ici pas la seule en cause. Nous avons eu l'occasion de montrer déjà en calculant des "indices de correction des déséquilibres" (Albergaria, Carrière et Melo, 1992 ; Carrière, 1993) et en étudiant la répartition spatiale des dotations versées au titre du F.E.D.E.R. au Portugal, que les fonds européens tels qu'ils étaient utilisés dans ce pays bénéficiaient largement aux régions littorales et sans doute trop peu aux régions frontalières (les N.U.T. III littorales ont reçu à elles seules 71,71 % des dotations F.E.D.E.R. au Portugal entre 1986 et 1991).

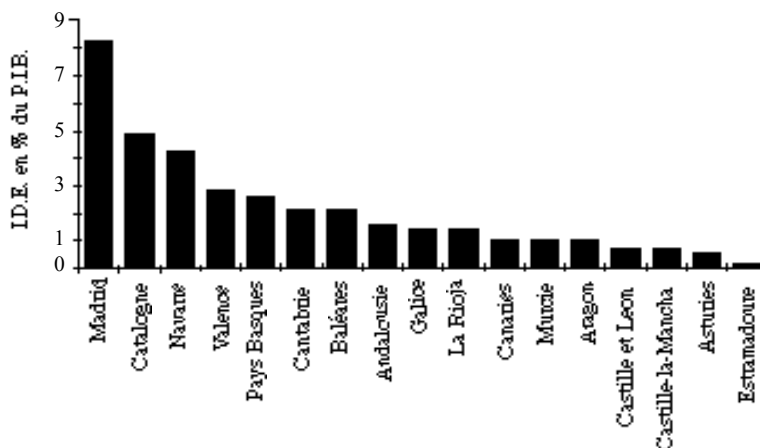
- En troisième lieu, le renforcement du pouvoir d'attraction de la Raia passe par une politique volontariste d'Aménagement du Territoire renforçant le maillage et la densité du réseau urbain des régions frontalières d'un côté comme de l'autre. Cette exigence est d'ailleurs déjà prise en compte avec certains travaux d'équipements structurants (équipements routiers, création des nouvelles universités au Portugal dont celle de Covilha...).

Mais les infrastructures de base, aussi utiles soient-elles, ne suffisent pas à rendre des régions attractives aux yeux des investisseurs nationaux ou transnationaux à la recherche de services aux entreprises de haut niveau (par exemple de mesures industrielles telles que calibrage, étalonnage...) mais aussi d'aménités urbaines de qualité nécessaires pour "fixer" leur personnel, notamment d'encadrement.

Peu de villes dans la zone frontalière semblent pouvoir répondre à de telles exigences et être capables d'exercer une véritable fonction de commandement régional ; c'est pourquoi une voie de réflexion pour les aménageurs nous semble être celle de la création de "réseaux de villes" cherchant à développer en leur sein de véritables complémentarités à partir d'accords de caractère associatif. Cette voie de réflexion est en fait celle de la "métropolisation diffuse" pensée comme une alternative à la recherche impossible de pôles de croissance au sens théorique de F. Perroux (1960), stratégie qui s'est souvent révélée inefficace (comme par exemple dans le Mezzogiorno italien...).

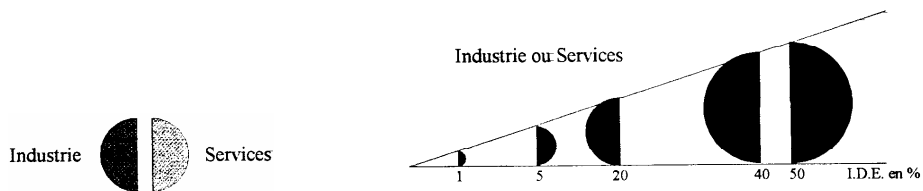
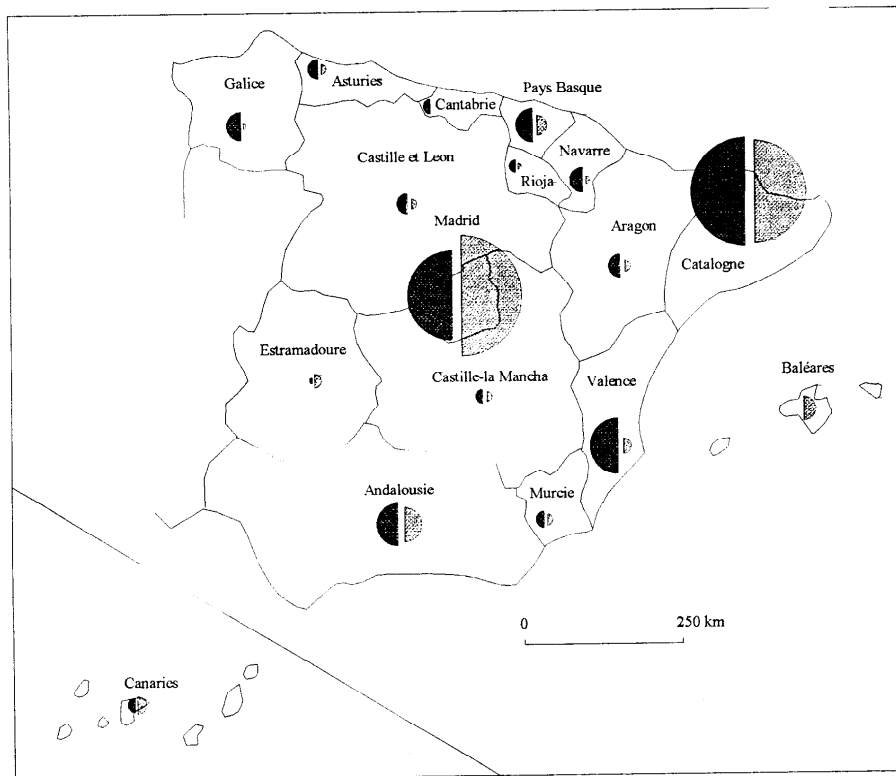
Les perspectives d'approfondissement de l'Union Européenne et d'intégration des deux pays laissent espérer que des formes de coopération intermunicipale, en vue de créer des réseaux de villes, peuvent être envisagées au niveau transfrontalier. Dès lors, une politique destinée à renforcer l'attractivité des régions espagnoles ou portugaises de la Raia implique l'institutionnalisation du dialogue par la création d'organismes communs pour concevoir un développement mieux intégré des deux côtés de la frontière, comme on a pu déjà le voir dans d'autres contextes frontaliers.

I.D.E. en % du P.I.B. régional en Espagne (1992)



Source : D.G.T.E. et M. Buisan : *La inversion directa extranjera en Espana en 1992.*

Distribution sectorielle-régionale des flux d'I.D.E. en Espagne de 1990 à 1992



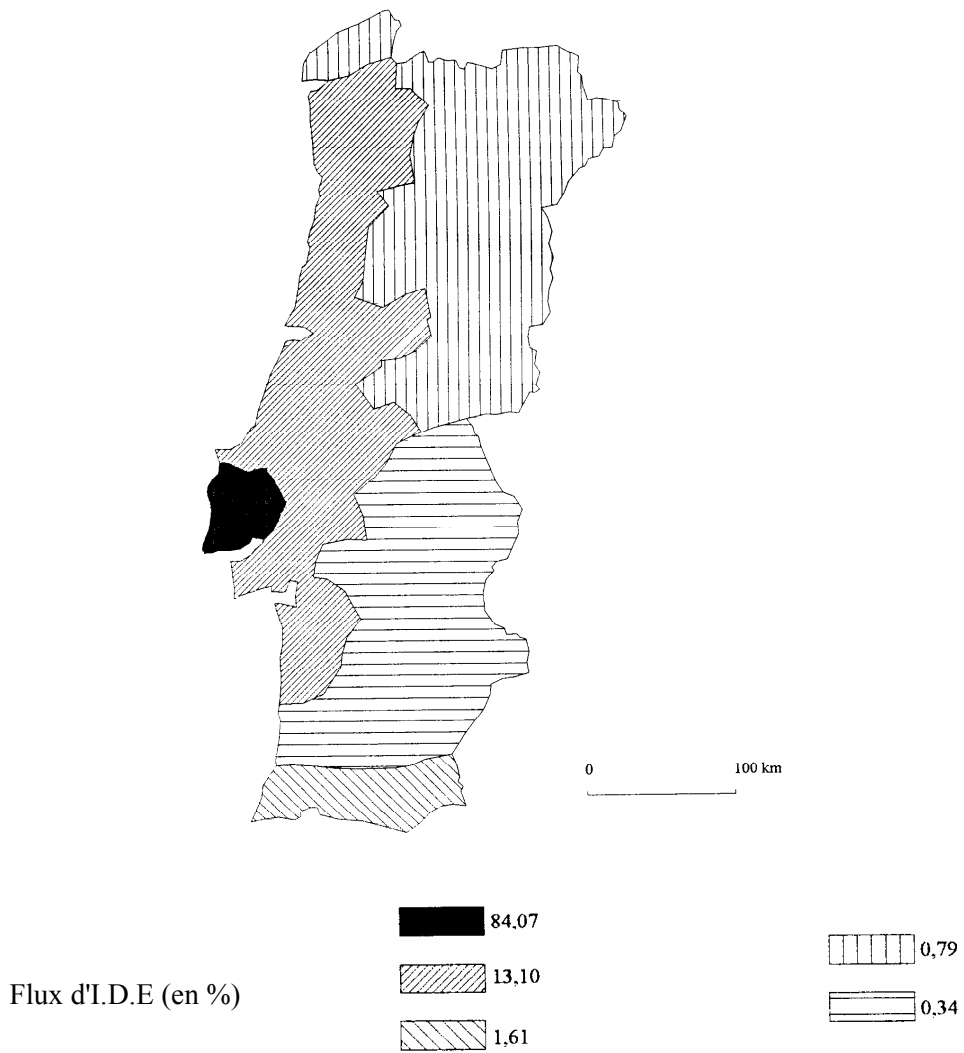
Source : D.G.T.E.

Conception et réalisation : J.P. Carrière, R. Colin, M. Mayaud

Laboratoire du Centre d'Études Supérieures d'Aménagement, Tours.

Répartition par zone géographique des flux d'I.D.E. au Portugal en 1992

Régime général



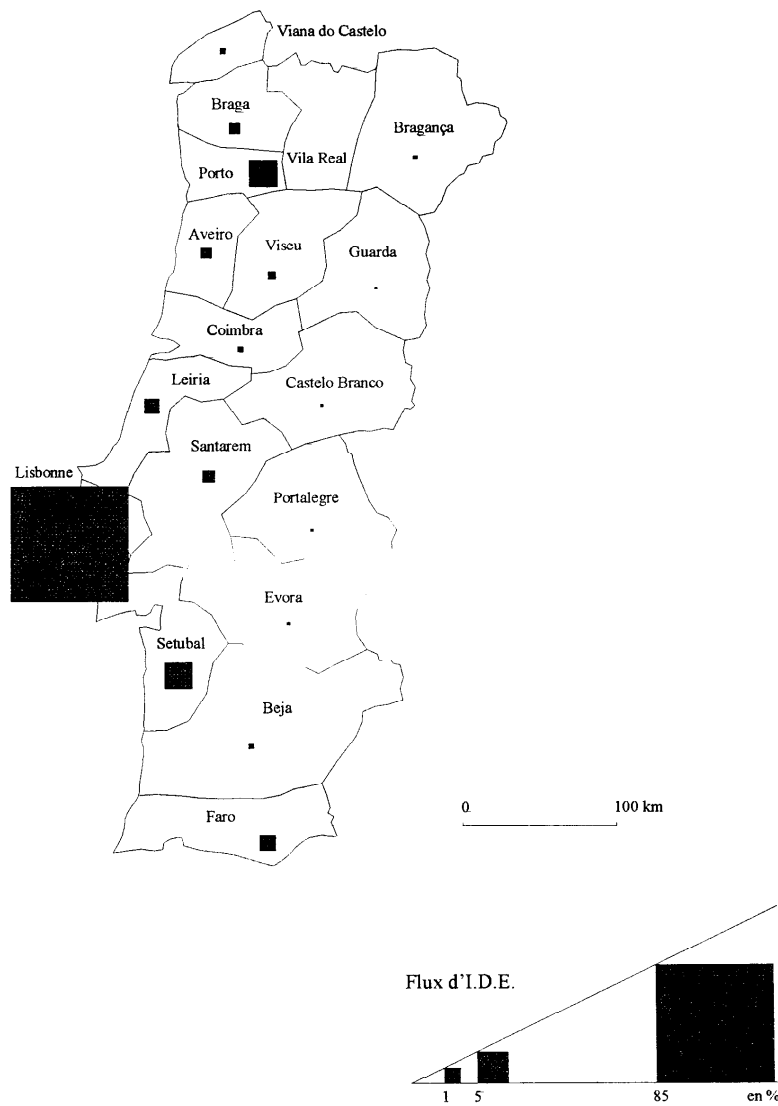
Source : I.C.E.P.

Conception et réalisation : J.P. Carrière, R. Colin, M. Mayaud,

Laboratoire du Centre d'Études Supérieures d'Aménagement, Tours,.

Répartition des flux d'I.D.E. au Portugal par districts en 1992

Régime général



Source : I.C.E.P.

Conception et réalisation : J.P. Carrière, R. Colin, M. Mayaud,
Laboratoire du Centre d'Études Supérieures d'Aménagement, Tours.

RÉFÉRENCES

- Albergaria H., Carrière J.P. et Melo J.P., 1992, "La politique régionale communautaire contribue-t-elle à corriger les disparités au Portugal ?", *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 4.
- Carrière J.P., 1988, "Investissements étrangers et dynamiques régionales : analyse de la contribution des investissements étrangers à la formation des disparités régionales au Portugal" dans *Interioridade e desenvolvimento regional*, Universidade de Beira Interior.
- Carrière J.P., 1989, "*Les transformations agraires au Portugal*", Economica, Paris, 149 p.
- Carrière J.P., 1993, "La mise en œuvre de la politique régionale communautaire renforce-t-elle la nécessité du pouvoir régional au Portugal ?", *Colloque du CENPA*, Porto.
- Carrière J.P., 1994-a, "*Les impacts régionaux des investissements à mobilité internationale dans les pays d'Europe du Sud (Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce)*", Rapport intermédiaire.
- Carrière J.P., 1994-b, "Industrie textile et développement local : le cas de la Vallée de l'Ave (Portugal)", II ème Colloque du GRERBAM, *Réflexions sur l'articulation des facteurs internes et externes des dynamiques territoriales*, Palma de Mallorca.
- Carrière J.P. et Regnault H., 1992, "*Localisation des investissements directs étrangers et dynamiques régionales nord-méditerranéennes*", CESA, Octobre, 180 p.
- Carrière J.P., Reix V., 1989, "Investissements étrangers et disparités régionales : le cas du Portugal", *Estudos de Economia*, Vol. X, n° 1.
- C.E.D.R./U.B.I., 1989, "*Desenvolvimento de Regioes Fronteiricas*", Maio.
- Mella-Marquez J. et Lopez-Lopez A., 1989, "Investissements étrangers et

dynamiques régionales en Espagne", *Cahiers du GRERBAM*, n° 1.

Nunes Silva C., 1994, "As autarquias locais e a cooperação transfronteiriça. Uma análise do caso português", Xème Rencontres de l'ARETHUSE, Octobre.

O.C.D.E., 1990-1991, "*Études Économiques*", Espagne.

O.C.D.E., 1994, "*Les investissements étrangers au Portugal*".

Perroux F., 1960, "*L'Économie du XXème siècle*", PUF.